

BENFLIS À PROPOS DES PROPOSITIONS DE RÉVISION CONSTITUTIONNELLE :**«Une fuite en avant et une diversion»**

Ali Benflis a décliné l'offre de Abdelaziz Bouteflika. Il ne participera pas au processus de concertation sur la révision constitutionnelle. Le candidat à l'élection du 17 avril a critiqué sévèrement l'initiative présidentielle en la qualifiant, hier, de «non-sens politique absolu».

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Benflis refuse de cautionner la révision constitutionnelle de Bouteflika. Dans un communiqué de presse rendu public hier, le candidat à la présidentielle a descendu en flammes les propositions d'amendements que lui a adressées le directeur de cabinet du président de la République, Ahmed Ouyahia. «L'examen des propositions de révision constitutionnelle n'invite qu'à une conclusion et une seule : il s'agit d'un non-sens politique absolu. Leurs auteurs y manifestent clairement une perte du sens des réalités, une attitude de déni et le choix de la fuite en avant. Leur but n'est pas d'apporter une réponse à la crise politique et à l'impasse institutionnelle critiques auxquelles le pays est confronté. Il n'est pas non plus de résorber le grave déficit démocratique dont l'Algérie continue à payer le prix le plus lourd en termes d'accumulation des retards politiques, économiques et sociaux», a indiqué Ali Benflis dans ce communiqué. Selon lui, le projet tel que présenté par le clan prési-

dentiel n'offre aucune alternative démocratique au peuple algérien.

«Ces propositions constitutionnelles sont manifestement le produit des préoccupations étroites du régime en place et certainement pas celui d'un peuple en attente du changement. Elles ne servent que les intérêts des gouvernants du moment au mépris des intérêts véritables des gouvernés. Qu'il s'agisse de l'approche adoptée, de la méthode utilisée ou de leur contenu même, ces propositions constitutionnelles révèlent un haut degré d'indécision, d'approximation et d'improvisation».

Des termes particulièrement sévères de la part de l'homme de loi qu'est Ali Benflis. «Les propositions constitutionnelles elles-mêmes, les analyses les plus sereines, les plus objectives et même les plus accomodantes envers le régime en place n'y trouveraient que motifs à étonnement et à incrédulité quant à son décalage et à son ignorance des graves défis du moment. Le contenu de ces propositions apparaîtrait décalé et hors de propos dans



Benflis refuse de participer au processus de concertation.

la mesure où il évite soigneusement de prendre en charge les dimensions réelles de la crise politique et de l'impasse institutionnelle actuelles. Il ignore les grands enjeux pour le pays car son objectif qu'il n'arrive même plus à dissimuler est de faire diversion», souligne-t-il. Car pour lui, l'urgence consiste au retour de la légitimité des institutions. Un impératif qu'il n'a cessé

d'exprimer depuis le scrutin du 17 avril. Une élection qu'il juge entachée par la fraude et qui est à l'origine de l'illégitimité de l'institution présidentielle.

«La crise politique actuelle a un nom, c'est celui de l'illégitimité des institutions. L'impasse institutionnelle a ses évidences et ses manifestations, ce sont celles d'institutions républicaines qui n'assument plus

leurs missions constitutionnelles. Quant au déficit démocratique, il demeure entier. Régler le problème de la légitimité des institutions, les remettre en état de fonctionnement et, d'une manière plus large, faire entrer le pays dans l'ère du changement démocratique, voilà les tâches nationales dont la solution presse et que le peuple algérien attend. De ce point de vue, la révision constitutionnelle telle qu'envisagée et dictée ne participe en aucune manière d'une volonté sincère et d'un engagement résolu à les prendre véritablement en charge».

Benflis ne rencontrera par Ahmed Ouyahia qui s'est vu confier la mission de sous-traitant pour le compte de Abdelaziz Bouteflika. «Le règlement de la crise de régime qui perdure dans sa double forme de crise de légitimité et d'impasse institutionnelle ne peut être la résultante de ces propositions.

S'inscrire dans la logique de ces dernières et en cautionner la démarche et le contenu reviendrait, au bout du compte, à accepter ou à se résigner au différé du changement auquel l'Algérie, comme peuple et comme Nation, aspire légitimement, ce à quoi je ne peux me résoudre ni aujourd'hui ni demain».

T. H.

CONCERTATIONS AUTOUR DE LA CONSTITUTION CONSENSUELLE**Le Pôle des forces du changement décidera aujourd'hui**

Quelle sera la position du Pôle des forces du changement, constitué par les partis et autres personnalités ayant soutenu la candidature de l'ex-chef de gouvernement Ali Benflis à la présidentielle du 17 avril dernier, à l'égard de l'offre de concertation autour du projet de Constitution consensuelle ?

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Une attitude fortement attendue et qui sera fort probablement arrêtée aujourd'hui lundi à la faveur d'un sommet du pôle prévu cet après-midi. C'est ce que nous apprenons auprès du secrétaire général de l'UFDS (Union des forces démocratiques et sociales), un parmi la dizai-

ne de partis constituant le pôle qui fait part des contacts durant cette matinée avec des personnalités dans une démarche similaire à celle de la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique. Des concertations qui «n'ont jamais cessé», a affirmé Nouredine Bahbouh, qui tient à préciser que les partis et autres personnalités composant le front du changement auront un même avis. «Ceux qui auront un avis autre que celui qui sera convenu dans le cadre du pôle se seront d'eux-mêmes retirés», soutient notre interlocuteur.

Pour l'ancien ministre de l'Agriculture et de la Pêche, ces consultations autour du projet de Constitution consensuelle sont loin d'être indemnes d'arrière-pensées.

D'où, poursuit-il, ces «nombreuses interrogations que la démarche suscite». Dont «le pourquoi du projet et en ce moment précis», estimant que la démarche pêche par de nombreuses «fausses notes, aussi bien dans le fond que dans la forme».

Ces réserves que Bahbouh n'a pas jugé utile d'étaler, préférant les exposer lors du sommet de cet après-midi, n'augurent-elles pas d'un boycott de ces consultations que le ministre d'Etat et chef de cabinet du président de la République pilotera dès juin prochain ? A plus forte raison, qu'il les partage avec des pairs au sein même dudit pôle. A l'image du secrétaire général du mouvement Islah dont la lecture qu'il a faite de cette offre de concertation autour de projet de Constitution consensuelle n'a d'autre résultat logique, en terme de position, que la bouderie de ces futurs conciliabules. «Ces consultations sentent la «manipulation et la diversion», soutenait



Bahbouh dénonce les arrière-pensées de ces consultations

en effet Mohamed Djahid Younsi avant-hier, à l'occasion d'une conférence de presse. «La démarche pêche par de véritables «gages de bonne foi» du pouvoir, beaucoup plus soucieux comme à ses habitudes de «régler ses propres problèmes de manière réglementaire et constitutionnelle». Car le 4^e mandat,

qui a été adopté «plus par contrainte que par une option voulue» a, selon Djahid Younsi, chamboulé tout un programme d'héritage «n'était cette maladie du Président». Un 4^e mandat qui «n'a pas réglé les problèmes, car il s'agit maintenant pour le pouvoir de le gérer», poursuit-il.

M. K.

APRÈS DE VIOLENTS AFFRONTEMENTS**Calme précaire à Ghardaïa**

Après un nouveau pic de violence intercommunautaire vendredi à Melika et des escarmouches dans la nuit de samedi à dimanche au quartier Thniet el Mekhzen, Ghardaïa a respiré le calme durant la journée d'hier. Un calme précaire, cependant, tant est que la tension était restée vive.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Les affrontements de vendredi, qui ont fait de nombreux blessés, y compris parmi les policiers, et les escarmouches de l'avant-veille ont ravivé une psychose désormais compagne des populations de Ghardaïa.

Durant la nuit du samedi, la police a dû utiliser les gaz lacrymogènes pour faire revenir le calme, témoigne M. Babaz, joint hier par téléphone.

Les recettes gouvernementales semblent inopérantes face à cette violence cyclique dans la vallée du M'zab. Aux accalmies succèdent toujours les violences les plus fortes. Certaines s'y étaient soldées par morts d'hommes.

Ce qui rend vaines les tentatives

de conciliation menées sous la houlette d'un gouvernement qui manque toujours de se rendre à des approches plus élaborées afin d'endiguer un phénomène qui empoisonne la vie des populations locales. Et comme à chaque lendemain de violence, des familles mozabites, pour se mettre à l'abri de nouvelles violences, qui peuvent éclater à chaque instant, ont quitté samedi leurs habitations pour trouver refuge ailleurs.

La peur a régné à Ghardaïa, en dépit d'un déploiement impressionnant de policiers et de gendarmes dans la ville, notamment dans les quartiers susceptibles de s'embraser de nouveau.

La communauté mozabite, qui se

plaint de subir cette violence intercommunautaire, interpelle les autorités pour assurer la sécurité des personnes et des biens.

Samedi, elle a organisé un rassemblement au niveau de la Grande-Poste à Alger pour dénoncer la situation qui s'enlise dangereusement à Ghardaïa.

Rappelons que les affrontements intercommunautaires ont commencé en décembre dernier. Ils étaient tellement violents que deux Premiers ministres, Abdelmalek Sellal et Youcef Yousfi, s'y étaient déplacés en missions spéciales et diligentes.

Deux missions qui ont manqué de faire revenir le calme définitivement. Preuve en est qu'après un intermède dans le sillage de la présidentielle, les violences viennent de reprendre.

S. A. I.

**LA DÉFENSE ENVISAGE
DE FAIRE APPEL****Six mois de prison avec sursis
pour Mohamed Kadi et Moêz Bennacir**

Le tribunal de Sidi M'hamed a rendu hier le verdict sur l'affaire Mohamed Kadi et Moêz Bennacir, les condamnant à six mois de prison avec sursis. Le parquet avait requis une année de prison ferme.

Arrêtés le 16 avril, à Alger, pour avoir été dans les parages d'un rassemblement de Barakat contre le quatrième mandat, Mohamed Kadi militant de l'association RAJ, et le Tunisien Moêz Bennacir ont quitté hier la prison de Serkadji où ils ont été placés en détention provisoire pendant un mois. Pour rappel, le chef d'inculpation retenu contre ces deux jeunes, à savoir «attroupement non armé», a été largement contesté par la défense.

Le collectif d'avocats avait plaidé le 11 mai dernier, devant le juge, que les conditions de l'application de l'article 98 du code pénal n'étaient pas réunies. De même que le dossier d'enquête soumis par la police judiciaire à la justice a été jugé, toujours par la défense, vide de toute preuve.

Hier, de nombreux militants de l'association RAJ et du mouvement Barakat se sont rendus au tribunal de Sidi M'hamed pour entendre le verdict. Ils étaient partagés entre le soulagement de leur libération et la déception quant aux six mois de sursis.

Contacté, M^{re} Issad Benissad, président de la Ligue des droits de l'Homme (LAADH), et un des avocats bénévoles de Mohamed Kadi et Moêz Bennacir, déclare : «L'essentiel pour nous c'est qu'ils retrouvent leur liberté. Après, nous avons suffisamment de temps pour faire appel, car cette décision n'est pas fondée ».

Mehdi Mehenni